

# Construire une alternative à la mondialisation libérale

NASSER MANSOURI-GUILANI

## **CHANGER DANS LA MONDIALISATION OU CHANGER LA MONDIALISATION ?**

La question n'est pas anodine. La façon de la poser conditionne déjà la démarche à initier.

La mondialisation correspond à une nouvelle phase du développement du capitalisme dans un contexte de profondes mutations technologiques : la révolution informationnelle. Pilotée par les puissances économiques et facilitée par la généralisation des politiques de déréglementation et de libéralisation des économies, son contenu correspond à présent, particulièrement, aux intérêts du capital. Néanmoins, parce qu'elle est intimement liée aux mutations technologiques, la mondialisation ouvre de nouvelles possibilités pour le développement humain dans le monde, à condition que son contenu, son cours soient orientés vers les intérêts des peuples.

En effet, nonobstant le discours idéologico-politique d'inspiration libérale qui tend à négliger ses contradictions et surtout les souffrances qu'elle engendre pour le monde du travail et au-delà à travers le monde, le concept de « mondialisation » renvoie à un ensemble de réalités dont la prise en compte est indispensable pour trouver des solutions dans l'intérêt des populations et des travailleurs : nouvelles potentialités d'échanges. Il ne s'agit pas uniquement des échanges économiques, dimension trop voire exclusivement mise en avant par les libéraux. Il s'agit aussi des échanges, des rencontres de cultures et de civilisations.

La crise économique et financière amorcée en 2008, avec ses conséquences graves pour les travailleurs, a porté, également, des coups importants à l'idéologie libérale. Cela ouvre aussi de nouvelles possibilités pour changer cette mondialisation-là.

## **UN CAPITAL FINANCIER SURACCUMULÉ AVEC UNE FORTE EXIGENCE DE RENTABILITÉ**

À l'heure actuelle, la mondialisation en cours se caractérise particulièrement par une suraccumulation du capital financier, avec une forte exigence de rentabilité qui s'impose, directement ou indirectement, à tous les agents et acteurs économiques où qu'ils soient et quelle que soit leur importance.

Ce capitalisme financiarisé, avec sa forte exigence de rentabilité, amplifie les inégalités non seulement entre les pays voire entre les régions mais également à l'intérieur de chaque région, de chaque pays.

Nouvelles technologies et politiques libérales aidant, le capital dispose à présent d'une capacité sans précédent de mise en concurrence, à l'échelle mondiale, des travailleurs et des systèmes socio-productifs. L'abandon des pans entiers de l'activité dans les pays dits développés et leur délocalisation vers les régions où les normes sociales et environnementales sont plus laxistes, voire non existantes, est la forme brutale de cette mise en concurrence. Le patronat, tout comme les libéraux, en profitent aussi pour faire

du chantage, pour imposer aux travailleurs des conditions sociales et salariales moins favorables. Notons cependant l'émergence nouvelle d'une « relocalisation » de certaines activités délocalisées. Encore trop marginal, ce phénomène est particulièrement lié à l'influence des luttes et à la remontée des inquiétudes quant aux effets néfastes de la séparation des lieux de production et des lieux de consommation, qui engendre des transports abondants avec des coûts exorbitants pour l'environnement et l'avenir de la planète. Cela confirme effectivement que le contenu de la mondialisation n'est pas immuable ; qu'il est possible de la transformer pour en faire un levier du développement social et de la préservation de l'environnement.

En effet, cette mondialisation ouvre de nouvelles possibilités de rassemblement et de luttes. En particulier, les nouvelles technologies de communication facilitent la connaissance des problèmes et des difficultés, de même que la réflexion et les actions communes à une échelle sans précédent à travers le monde, comme en atteste, par exemple, l'indignation à travers le monde quant au massacre des Palestiniens par l'armée d'occupation israélienne, ou encore l'indignation mais aussi l'élan de solidarité envers les migrants qui traversent les frontières et les mers au péril de leur vie.

### **UNE COMPLICITÉ COUPABLE**

On entend souvent les dirigeants d'entreprises justifier tel ou tel licenciement ou délocalisation au nom de la mondialisation : ils auraient aimé préserver les sites voire augmenter emploi et salaires, mais hélas la mondialisation serait là pour les rappeler à l'ordre.

Il en est de même en ce qui concerne les responsables politiques. Au niveau européen, les « exigences de la Commission de Bruxelles » sont également mises en avant pour justifier les politiques antisociales et de régression sociale. Ainsi, suite à la crise de 2008, on a pu constater les conséquences désastreuses des politiques d'austérité imposées par la « Troïka » (La Banque centrale européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international, le FMI) aux pays de l'Union européenne, notamment la Grèce, l'Espagne et le Portugal, d'autres pays, à l'instar de la France, n'étant pas épargnés non plus. Il est cependant utile de rappeler que les voix montant au sein des temples mêmes du libéralisme, comme l'illustrent les récents aver-

tissements du FMI quant à l'excès de l'austérité. Les manipulations, les pseudo-arguments des libéraux et des dirigeants d'États et d'entreprises visent en fait à camoufler les facteurs principaux qui configurent la mondialisation en cours.

La configuration de cette mondialisation résulte, en dernier ressort, des stratégies de ses principaux vecteurs qui sont au nombre de trois : 1°) les entreprises et notamment les firmes multinationales dans l'industrie, dans les services, dans la finance ; 2) les États qui mettent en place des politiques favorables à ces firmes et plus généralement au capital ; 3) les institutions multilatérales – tout au moins les quatre principales d'entre elles, à savoir le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) –, qui émanent des États et qui les obligent à mettre en œuvre des politiques antisociales d'inspiration libérale.

Si les travailleurs, en l'occurrence ici les travailleurs français, sont mis en concurrence avec ceux des autres pays, c'est à cause des pratiques des firmes multinationales, des grands groupes et leurs sous-traitants qui sont obligés à les suivre. En même temps, si ces firmes, de même que les capitaux financiers, ont la possibilité de circuler librement, et de ce fait imposer leur volonté et leurs exigences partout dans le monde, c'est parce qu'ils profitent des politiques de libéralisation décidées et appliquées par les États.

Enfin, si les institutions multilatérales sont en mesure de dicter aux États des politiques injustes et antisociales, c'est bien parce qu'elles ont l'aval de ces mêmes États.

Tenir compte de l'imbrication des actions de ces trois principaux vecteurs de la mondialisation en cours est indispensable pour créer des conditions de son changement.

### **L'IMPÉRATIF DE SOLIDARITÉS**

La crise financière et économique de 2008 et ses conséquences sociales graves, de même que de nombreux événements récents particulièrement la multiplication des conflits régionaux avec leurs corollaires, souffrances pour les populations et immigration subie, la montée de l'extrême droite dans les pays dits développés mettent en évidence, pour ceux qui en doutaient encore, que la mondialisation va de pair avec la globalisation d'un certain nombre de problèmes. L'économie politique de la mondialisation fait

référence à ces problèmes à travers la notion de « biens communs mondiaux ». L'expression semble galvaudée, chacun la mangeant à sa sauce. Même la Banque mondiale en fait un « cheval de bataille ». Pour nous, le concept de biens communs mondiaux renvoie à une série d'enjeux qui concernent l'ensemble de l'Humanité et de la planète, dont le traitement nécessite de rompre avec la logique néfaste du capitalisme et de donner la priorité à la réponse aux besoins qui s'expriment dans une perspective de plus en plus globale : la lutte contre la pauvreté et les inégalités ; l'accès à l'énergie et à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation ; éviter le réchauffement climatique, la pollution de l'air, des sols et des mers et de façon plus générale les problèmes écologiques ; traiter humaine-ment la question de mouvements des populations (« mouvements migratoires ») ; établir la paix et le désarmement... la notion de « gouvernance mondiale » est parfois employée pour faire synthétiser la « gestion » de ces questions.

**À ces propos, plusieurs points méritent surtout d'être soulignés.**

Pour sauver les financiers, des milliers de milliards de dollars et d'euros ont été injectés dans l'économie suite à la crise de 2008. Cette abondance de liquidité n'a pas alimenté emploi et la capacité de production des biens et services pour répondre aux besoins des populations. Elle a au contraire alimenté de nouvelles « bulles financières » qui risquent de s'éclater et dont les conséquences pourraient être encore plus graves, notamment pour les travailleurs. Cela confirme que « la gestion des crises », dans l'intérêt des travailleurs et non dans celui du capital et des financiers, est un bien commun mondial. Par ailleurs, la politique agressive de la nouvelle administration américaine suite à l'arrivée au pouvoir de Donald Trump mesures protectionnistes, refus du Traité de Paris sur l'environnement, remise en cause de l'accord nucléaire avec l'Iran, reconnaissance de Jérusalem comme capital d'Israël et la paralysie des pays européens, notamment en ce qui concerne le chantage du gouvernement américain annonçant des sanctions à l'endroit des entreprises qui poursuivraient leurs relations commerciales avec l'Iran, confirment que dans une économie globalisée, la monnaie fait partie intégrante des biens communs mondiaux, car à présent, le dollar américain et de fait la monnaie mondiale et le gouver-

nement américain l'utilise comme une véritable arme contre les autres. Pour leur part, ces « autres pays » ont une grande responsabilité dans cette hégémonie du dollar. C'est notamment le cas des pays européens qui n'ont pas pu, à cause des politiques libérales mises en place, faire de l'euro une monnaie qui permette, pour le moins, de réduire l'hégémonie du dollar.

Au-delà des aspects économiques, plusieurs événements récents confirment qu'il est nécessaire de multiplier les initiatives collectives dans d'autres domaines aussi.

Ainsi, deux séries d'événements intimement liés confirment que le traitement de la question des mouvements migratoires, requiert à présent le caractère d'un bien commun mondial. D'une part, les controverses scandaleuses autour d'*Aquarius* et du sort qui sera réservé à ses rescapés, et plus généralement les débats injectés autour des mouvements migratoires récents (« distinguer les demandeurs d'asile politique des autres "migrants" », « les pays européens ne peuvent pas accueillir la "misère du monde" », etc.), de même que la politique inhumaine du gouvernement de Donald Trump en matière d'immigration (établissement d'un mur à la frontière avec le Mexique, la séparation des enfants d'immigrés de leurs parents et leur détention dans les camps réservés aux enfants). D'autre part, la montée de la xénophobie et des tendances nationalistes, notamment dans les pays occidentaux, à cause de la hausse de la précarité et de l'insécurité sociale, mais injustement attribuée à la présence, soi-disant « forte », des immigrés, à « l'invasion migratoire ». Ces faits mettent en évidence l'importance et l'enjeu de coopérations pour assurer le développement économique et social de tous les pays du monde ceux du « Nord » et ceux du « Sud », pour reprendre une formulation largement répandue, au lieu de leur mise en concurrence, comme c'est le cas actuellement. Car les mouvements migratoires, de même que la montée de la xénophobie et du nationalisme s'expliquent essentiellement et avant tout par l'absence de réponse aux besoins immédiats et l'absence d'horizon pour des centaines de millions d'individus à travers le monde. Qu'on songe à la hausse de la précarité, de la pauvreté et des inégalités dans les pays dits développés ; problèmes qui se présentent avec plus d'acuité dans les pays dits en développement. La question risque de devenir encore plus sérieuse avec les perspectives démographiques

et le réchauffement planétaire, les deux pouvant impulser de forts mouvements de population. Les mouvements de populations sont aussi provoqués par les guerres et la montée des intégrismes, fruits directs ou indirects des politiques menées par les puissances économiques et financières mondiales. Qu'on se souvienne, à ce propos, des mensonges du gouvernement américain avant l'invasion de l'Irak, ou encore de la désagrégation de la Libye, ou encore du soutien dont jouit le pouvoir colonisateur israélien, avec leurs conséquences désastreuses pour les populations concernées, mais aussi pour le reste du monde. Tous ces faits, et bien d'autres, mettent en évidence l'importance de la paix pour bâtir un meilleur monde.

Un autre événement important récent met en évidence l'enjeu de la paix et du désarmement. Il s'agit des conflits verbaux entre les États-Unis d'Amérique et la Corée du Nord. Certes, une solution semble se dessiner, mais l'issue est incertaine. Quoi qu'il en soit, cet événement confirme la nécessité de mener la bataille, hélas un peu poussée en arrière-plan, du désarmement nucléaire. On a toutes les raisons de s'inquiéter des conséquences du réchauffement climatique, à l'horizon de cinquante ans notamment ; quoi que, celles-ci commencent déjà à se manifester. On a cependant tendance à oublier que l'Humanité, toute la planète, sont menacées de disparition non à un horizon long, mais immédiatement, à l'instant même, à cause de la présence massive de armes nucléaires, de ces arsenaux d'armes de destruction massive. Et on a frôlé la catastrophe de justesse ! Au risque de nous répéter, précisons que la paix et le désarmement constituent, plus que jamais, des biens communs mondiaux.

L'ensemble de ces constats montre que même si les problèmes peuvent paraître d'ordres différents, les causes en sont les mêmes.

Ça serait une grave erreur de tenter de mettre en opposition ces données, de relativiser les souffrances des uns sous prétexte que les problèmes sont graves ailleurs. N'est-ce pas l'argument souvent avancé pour remettre en cause les droits et les conquits sociaux dans un pays comme la France ? Ou, pis encore, de prétendre qu'il vaudrait mieux d'abord « balayer devant ses portes », de s'occuper de soi-même, en l'occurrence ici en France, de s'occuper des seuls problèmes des Français. De telles idées, nourries par l'extrême droite, ne feraient qu'aggraver la situation.

L'enjeu consiste précisément à trouver, simul-

tanément, au travers d'un processus constrictif et néanmoins complexe voire, parfois, conflictuel, des solutions aux problèmes des uns et des autres partout dans le monde. Ainsi : lutter contre le chômage, la précarité, la pauvreté et l'insécurité sociale en France, et, en même temps, réduire les souffrances des milliards d'individus sur cette terre qui n'ont pas suffisamment de moyens pour vivre décemment et faire entendre leur voix.

De nouvelles solidarités sont impératives pour construire une alternative à la mondialisation en cours.

### **LA COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET NOUVELLES POSSIBILITÉS DE LUTTES**

Paradoxale que cela puisse apparaître, la mondialisation ne met pas fin à la solidarité des travailleurs. Au contraire, elle étend le champ de cette solidarité. En cela, on est au début de la réalisation concrète des prévisions de Marx.

Dans un monde globalisé, la solidarité n'est pas uniquement une question de mœurs, de l'ordre affectif et politique. La solidarité des travailleurs se confirme désormais au travers des processus de production. Cette nouvelle solidarité porte la lutte des classes aussi à l'échelle planétaire. La compréhension de cette réalité et sa traduction dans les luttes demeurent un enjeu majeur pour les travailleurs.

Comment expliquer, par exemple, aux salariés français qui voient leur entreprise fermée et délocalisée vers tel ou tel pays, que ce ne sont pas les travailleurs de ce pays qui « volent » leur emploi, mais bien le capital qui délocalise pour surexploiter les travailleurs et l'écosystème de ce pays et accroître sa rentabilité ?

Plus difficile encore, comment bâtir des stratégies de lutte à partir de cette communauté d'intérêts des travailleurs ?

Les chantres du capital prétendent que la crise est finie. Ils veulent minimiser ainsi le risque réel d'une nouvelle crise financière, plus grave encore que celle de 2008. En réalité, la crise financière de 2008, et celle qui se profile, sont des manifestations d'une crise plus profonde, la crise systémique du capitalisme dans cette phase de mondialisation.

Cette crise offre de nouvelles possibilités de rassemblement et de luttes. Elle confirme l'échec des thèses libérales promettant la prospérité en échange de la promotion des intérêts du capital ;

thèses que résume bien le fameux « théorème de Schmidt » : *les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois de lendemain*. Thèse qui est défendue actuellement en France sous un autre couvert. Il s'agit de la fameuse « théorie du ruissellement », chère au pouvoir en place, en vertu de laquelle, si l'on prend bien soin des riches, leurs dépenses (consommation et investissement) irrigueront le reste de l'économie et « tout le monde » sera gagnant. « Théorie » qui n'a aucun fondement scientifique et qui a produit, partout où elle a été appliquée, une hausse des inégalités, avec son corollaire, plus de souffrances pour les travailleurs, comme en attestent les cas britannique et américain.

Cette crise résulte de la contradiction fondamentale du système capitaliste : pour maximiser sa rentabilité, le capital dévalorise le travail. La mondialisation libérale facilite cette dévalorisation qui prend plusieurs formes : faible évolution des salaires eu égard à l'évolution de ce que les économistes appellent la productivité du travail, accroissement des cadences, développement de la précarité, etc. Ainsi, l'armée de réserve voit ses rangs élargir aux nouvelles catégories de travailleurs sous-employés et précaires. La dévalorisation du travail conduit à une baisse de sa part dans les richesses qu'il produit, au bénéfice du capital. Le phénomène est global. L'insuffisance des débouchés – du fait de la pression permanente sur le travail et l'insuffisance de la demande émanant des travailleurs – qui s'observait jadis dans un cadre plutôt national, se profile désormais dans un champ plus vaste, régional voire mondial. La rentabilité du capital devient dès lors problématique dans la seule sphère productive. D'où la fuite en avant dans la financiarisation.

La financiarisation n'est pas une simple dérive du système. Elle résulte des contradictions internes du système et les amplifie. Elle augmente l'exigence de rentabilité du capital avec ses effets dévastateurs sur la vie des travailleurs partout dans le monde. Et par là même, elle alimente la possibilité de nouvelles crises.

### **CRISE DES SOLUTIONS CAPITALISTES**

Face à cette situation, l'endettement privé est appelé à pallier l'insuffisance de la demande salariale. La solution a provisoirement fonctionné aux États-Unis d'Amérique, grâce particulièrement au « privilège exubérant » du dollar, la capacité de l'État américain à battre de la

monnaie mondiale permettant à ce pays de financer ses importations, d'où la hausse parallèle du déficit du budget de l'État américain et celui du commerce extérieur de ce pays.

Le recours à l'endettement privé comme la solution de l'insuffisance de la demande salariale est par nature explosif, car à cause de l'insuffisance des réponses aux besoins sociaux, le soutien de la demande par l'endettement conduit à une hausse des prix des actifs, immobiliers et mobiliers. La nature explosive de cette solution réside dans le fait qu'il va bien falloir purger les dettes. Il suffirait que les endettés se trouvent en situation d'insolvabilité ou que les créanciers potentiels, les détenteurs de capitaux financiers et, dans le cadre des relations économiques internationales, les pays excédentaires refusent de financer les débiteurs pour que le système soit ébranlé.

### **C'est précisément ce qui s'est produit en 2008, avec la fameuse crise des subprimes.**

Les États, les Banques centrales, le FMI, la Commission de Bruxelles qui résistent à fournir des fonds lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins des peuples, sont massivement intervenus pour sauver les marchés et les capitaux financiers. Ces interventions ont provoqué de nouvelles occasions pour les spéculateurs. Avec l'effondrement des prix dans l'immobilier et sur le marché des cations, la spéculation s'est reportée dans un temps sur le pétrole et les matières premières d'où la hausse de leurs prix ensuite à nouveau sur les actifs financiers, particulièrement sur les « dettes souveraines », autrement dit sur les obligations émises par les États, notamment en Europe. Il est important de souligner que les financiers, les spéculateurs se sont fortement enrichis grâce aux plans de « sauvetage » des pays européens en difficulté. Ainsi, même les banques centrales se sont enrichies sur la dette grecque.

Les travailleurs et les populations des pays exportateurs de matières premières n'ont pas profité de la hausse spéculative des prix de ces produits. Au contraire, ils ont vu leur pouvoir d'achat obéré à cause de l'augmentation des prix des produits de premières nécessités. Un problème similaire se produit dans les pays consommateurs.

Parallèlement, le « sauvetage » des pays européens en difficulté s'est fait au détriment des travailleurs baisse de revenu et du pouvoir d'achat des salariés, retraités, privés d'emploi, au détriment aussi des services publics et de la protection sociale,

le cas grec étant à cet égard emblématique. On le voit bien, la dévalorisation du travail, la suraccumulation du capital financier, les politiques qui favorisent la spéculation financière sont des fléaux dont souffrent l'ensemble des travailleurs et des peuples.

### **DÉMOCRATIE, LE FACTEUR CLÉ DE CHANGEMENT**

L'humiliation infligée récemment à certains pays européens, notamment et non uniquement la Grèce, n'est autre chose que ce que les peuples africains, asiatiques et d'Amérique latine ont subie tout au long des trois dernières décennies, de même que la plupart des peuples de l'Europe de l'Est depuis l'effondrement des systèmes soviétiques.

L'avenir de l'Humanité ne peut pas se fonder sur l'humiliation des peuples. Changer la mondialisation implique avant tout de rompre avec ces politiques qui méprisent les peuples, qui dévalorisent le travail pour le plaisir des détenteurs de capitaux.

Le choix des priorités des biens communs et leur mode de financement ne peuvent être délégués aux seuls États et/ou structures bureaucratiques et technocratiques comme le FMI et la Banque mondiale. Cela devrait être l'affaire de tous les citoyens du monde. La démocratie

devient dès lors le facteur clé du changement. Démocratie au sein des entreprises. Les travailleurs doivent pouvoir gagner le droit d'intervenir sur les choix stratégiques des entreprises. Il s'agit des choix d'implantation, d'investissement, de formation, de rémunération des travailleurs et des dirigeants... De ce point de vue, gagner des droits dans l'espace des firmes multinationales devient un enjeu extrêmement important.

Démocratie dans le cadre des État-Nations également. Le fort mouvement populaire contre la « réforme » du Code du travail en France, tout comme la multiplication des protestations contre les programmes d'austérité dans l'espace européen, met en exergue les limites de la démocratie délégataire et l'écart grandissant avec la volonté populaire.

Démocratie au sein des institutions multilatérales enfin. Au-delà de la légitime revendication de l'égalité des droits de vote, il s'agit que les politiques de ces institutions soient orientées vers la satisfaction des besoins sociaux en tenant compte des réalités et de la volonté des peuples. Inspirant de l'Organisation internationale du travail (OIT), une solution possible consiste à organiser une gestion quadripartite de ces institutions composée des représentants des États, des salariés, du patronat et des autres composantes la « Société civile ». ★